

\* Animafac



# LA FABRIQUE CITOYENNE

LES 50 PROPOSITIONS DES JEUNES POUR CONSTRUIRE LA FRANCE DE DEMAIN

[WWW.FABRIQUE-CITOYENNE.FR](http://WWW.FABRIQUE-CITOYENNE.FR)



# LA FABRIQUE CITOYENNE, QU'EST CE QUE C'EST ?

Pour Animafac, « démocratiser la démocratie » constitue un des enjeux les plus importants de notre époque. À l'heure où la défiance à l'égard de la classe politique ne cesse de croître, il nous semble urgent de **renouveler notre culture démocratique** et d'en faire progresser les modalités. Notre réseau plaide notamment pour le développement d'une démocratie plus interactive qui, loin de se résumer au seul vote, **permette une implication plus forte et plus continue des citoyens au processus d'élaboration des décisions politiques.**

En particulier, **nous voulons que les jeunes soient davantage associés au débat public.** En effet, s'ils sont parfois objet du discours politique, ils n'en sont que trop rarement acteurs. Pourtant, et contrairement aux idées reçues, les jeunes ne se désintéressent pas de la politique, comme l'attestent encore les résultats du récent sondage mené par Viavoice pour *Libération* et Animafac : 70% des 16-25 ans se déclarent ainsi intéressés par la campagne présidentielle.

**Ressource précieuse pour la société, la jeunesse mérite d'être davantage écoutée** ; ses aspirations, ses convictions et ses propositions doivent faire l'objet de davantage d'attention. Elle en exprime d'ailleurs largement le besoin, puisque 63% des 16-25 ans ne s'estiment aujourd'hui pas pris en compte dans la société\*.

Pour contribuer à remédier à cette situation, Animafac a souhaité donner la parole aux jeunes et organiser les conditions de leur contribution au débat public, en initiant **un dispositif innovant de démocratie participative, la Fabrique citoyenne.**

Notre réseau a ainsi réuni, entre les mois de janvier et février 2012, 40 jeunes de 16 à 30 ans, originaires de toute la France et aux profils variés. Durant deux sessions de trois jours, ils ont donc travaillé autour de deux interrogations majeures : « **Dans quelle société souhaitons-nous vivre ?** Quelles décisions peuvent être prises, dès le prochain mandat présidentiel, pour cheminer vers cet objectif ? » Au-delà de cette réflexion générale, permettant de « fixer le cap » à atteindre, **trois enjeux d'avenir ont été approfondis par les participants : l'école, l'Europe et l'économie.**

Une attention particulière a été apportée aux conditions du débat au sein de la Fabrique citoyenne. Parce qu'on ne refait pas le monde sans le connaître, les jeunes participants ont tout d'abord pu s'informer sur ces enjeux complexes, à travers la mise à disposition de ressources documentaires, et l'audition d'experts qualifiés faisant valoir des arguments pluralistes. Un temps conséquent a ensuite été accordé à la délibération, pour permettre en échange en profondeur sur les sujets et l'émergence d'un jugement collectif éclairé.

Au total, 50 propositions se rapportant aux trois sujets choisis ont été formulées. Rendez-vous est désormais pris pour le 17 mars 2012. Les jeunes participants de la Fabrique citoyenne invitent en effet les principaux candidats à l'élection présidentielle à venir à leur rencontre à cette date, dans le cadre du Forum national des initiatives jeunes organisé par Animafac à la Grande Halle de la Villette de Paris. Leur objectif : **faire part à ces responsables politiques des métamorphoses qu'ils souhaitent voir opérer** durant les cinq prochaines années, et entendre leurs réactions.

À travers cette expérience innovante, notre pari est de démontrer que non seulement les jeunes refusent la résignation et l'apathie, mais qu'ils sont capables, s'ils sont correctement formés et informés, d'élaborer des propositions pertinentes pour tracer les contours d'une politique qui soit à la hauteur de leurs aspirations et de leurs exigences.

50 propositions sont désormais sur la table. Espérons que ce processus unique de délibération soit entendu et suscite un véritable débat durant cette période électorale !

Ahmed El Khadiri, délégué général d'Animafac

*\*Sondage Viavoice pour Libération et Animafac, mars 2012*

# LA MÉTHODE, POINT CLÉ DE LA FABRIQUE CITOYENNE

La méthode est le point clé de cette expérience dont le principe est de **faire émerger un avis collectif et éclairé**, en opposition à l'opinion immédiate et non concertée sollicitée par exemple lors de sondages. Durant la phase de préparation de la Fabrique citoyenne, quatre dimensions ont fait l'objet d'une réflexion et d'une vigilance approfondies.

## Le choix des sujets soumis à la Fabrique citoyenne

Contrairement aux idées reçues, **les jeunes ne s'intéressent pas uniquement aux problématiques qui leur sont propres** : à l'instar de tous les citoyens, **ils souhaitent pouvoir exprimer leur avis sur l'ensemble des grands questionnements qui traversent notre époque**. C'est pourquoi, plutôt que de centrer la réflexion de la Fabrique citoyenne sur des enjeux « catégoriels », tels le logement des jeunes ou leur insertion professionnelle, Animafac a fait le choix de faire travailler les participants sur des sujets plus vastes et transversaux, permettant de **dessiner les contours d'un véritable projet de société**.

En les invitant à **définir la société dans laquelle ils souhaitent vivre**, nous leur avons soumis la question centrale qui doit, selon nous, guider le débat de la campagne présidentielle. Une fois ce parti-pris initial acté, il nous a semblé nécessaire de préciser quelques sous-thèmes qui feraient l'objet d'une exploration plus poussée. Cinq think-tanks, l'Institut Montaigne, Terra Nova, la Fondapol, la Fondation Jean Jaurès et l'association pour la Fondation de l'écologie politique, nous ont accompagnés dans cette réflexion. Trois enjeux, qui nous semblent particulièrement intéressants et importants aujourd'hui, ont ainsi été arrêtés : l'école, la citoyenneté européenne et l'économie.

## La constitution du panel de participants

Afin de **garantir un recrutement neutre et professionnel**, Animafac a sollicité la Marketeraie, institut d'études de marché et d'opinion. Nous leur avons demandé de réunir **un groupe de 40 jeunes, aux situations diversifiées**, correspondant à quelques caractéristiques majeures de la jeunesse de France.

Compte-tenu de « l'allongement » de la jeunesse, qui se caractérise par un accès à l'autonomie plus tardif et des trajectoires moins linéaires, nous avons souhaité recruter des **personnes de 16 à 30 ans**. Nous avons également été attentifs à **l'équilibre filles/garçons**, à **la diversité géographique des participants**, à leurs **situations scolaires et professionnelles**, ainsi qu'à leur **sensibilité politique**, afin de constituer **un groupe porteur d'opinions pluralistes**.

### La définition du programme des travaux

Les six journées de travaux de la Fabrique citoyenne ont été organisées en trois séquences successives :

- ✓ Une première journée de débat, en groupe entier, s'est centrée sur les deux questions génériques : dans quelle société souhaitons-nous vivre ? Quels changements peuvent être amorcés dès les cinq prochaines années ?
- ✓ Quatre journées thématiques ont suivi. Par tirage au sort, les 40 participants ont été répartis équitablement au sein de trois groupes. Chacun d'eux a approfondi un des thèmes choisis : école, citoyenneté européenne, économie. Dans tous les cas, les journées ont été construites à l'identique : **formation à travers l'audition d'experts présentant des positions contradictoires, débats entre les participants, puis élaboration de propositions**.
- ✓ Une journée a enfin été consacrée à la délibération finale. Les propositions construites dans chaque groupe ont alors été soumises à l'ensemble des participants. Un vote a ensuite été organisé. Seules les propositions réunissant une majorité qualifiée de votes positifs (2/3 des participants) ont été validées et retenues dans l'avis final.

### La neutralité et la qualité de l'animation des débats

L'animation des dispositifs de démocratie participative nécessite la **mobilisation de tiers indépendants, garants de la neutralité et de la qualité des débats**. L'équipe de Missions Publiques, spécialiste des questions de participation, nous a ainsi fait bénéficier de son savoir-faire et de sa légitimité, en mobilisant six animateurs expérimentés qui ont veillé à fluidifier les échanges et à faciliter les prises de paroles. Plus largement, Missions Publiques nous a conseillés tout au long du projet, du cadrage des trois sujets jusqu'à la production de la synthèse, afin de définir **une méthodologie rigoureuse et efficace**.

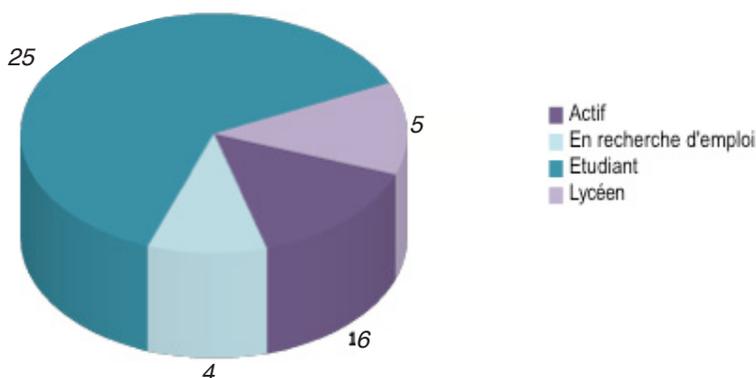


Venus de la France entière, 40 jeunes mobilisés dans la Fabrique citoyenne

# LES PARTICIPANTS DE LA FABRIQUE CITOYENNE

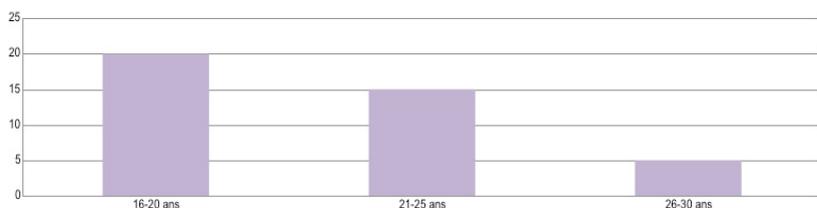
La Fabrique citoyenne a réuni 40 jeunes citoyens issus de toute la France et aux profils socio-culturels variés. Le panel a été composé dans le souci de constituer un groupe incarnant au mieux la diversité de la jeunesse de France selon des critères d'âge, de genre, de statut professionnel et d'orientation politique. Les graphiques suivants illustrent cette répartition

## RÉPARTITION PAR STATUT PROFESSIONNEL



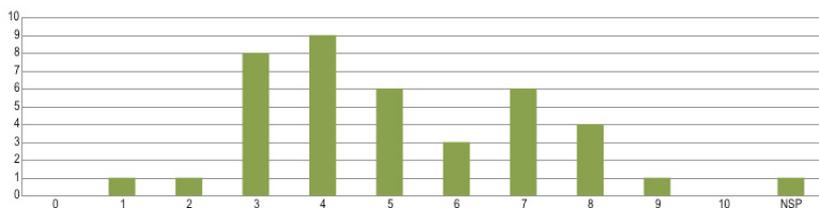
Sur un total de 40 participants, 25 sont étudiants, 6 ont une activité professionnelle, tandis que 5 sont lycéens et 4 en recherche d'emploi.

## RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE



20 participants à la Fabrique citoyenne ont entre 16 et 20 ans, 15 d'entre eux ont entre 21 et 25 ans tandis que 5 ont 26 ans ou plus.

## RÉPARTITION PAR ORIENTATION POLITIQUE



Sur une échelle allant de 1 (extrême gauche) à 10 (extrême droite), l'orientation politique «moyenne» des participants se situe à 4,97.

## RÉPARTITION PAR ZONE D'HABITAT



21 jeunes vivent en zone urbaine, 11 en zone périurbaine et 8 d'entre eux vivent en zone rurale.

## RÉPARTITION PAR GENRE

Entendant respecter autant que possible la parité, la Fabrique citoyenne a rassemblé 19 femmes et 21 hommes.

# SYNTHÈSE DE L'AVIS CITOYEN

## NOTRE REGARD SUR LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

Nous vivons aujourd'hui dans une société dont nous apprécions de nombreux aspects.

Au niveau proprement français, nous apprécions et sommes attaché-e-s :

- à la démocratie ;
- au système social et à la qualité du système de santé ;
- à la facilité d'accès à la culture, aux échanges multiculturels, à la gratuité des musées ;
- à la qualité des études et à leur gratuité ;
- à la qualité de vie quotidienne ;
- à la vitalité des associations et la solidarité qu'elles portent.

Au niveau européen, nous sommes attaché-e-s à l'existence du projet européen, à la liberté de circulation et au programme Erasmus.

Plus globalement, nous nous réjouissons de la progression des droits de l'homme dans le monde, de la prise de conscience écologique, des mouvements à la recherche d'alternatives de toute nature.

Toutefois, cette société de 2012 nous inquiète également. La France est-elle sur la mauvaise pente ?

- Sur le plan économique, nous avons l'impression d'une primauté des intérêts économiques sur l'humain. L'état du monde du travail est préoccupant : précarité, chômage, manque de débouchés, pression sur les travailleurs, stagnation des salaires, fuite des cerveaux, pouvoir d'achat en baisse...
- Sur le plan social, nous regrettons la montée de l'égoïsme, des inégalités, du racisme, de l'islamophobie, de la peur de l'autre le soutien plus faible des pouvoirs publics aux associations mais également la perte des acquis républicains et enfin le sentiment de dégradation du système scolaire (baisse du niveau d'éducation, différence croissante entre écoles privées et publiques, problèmes d'orientation).

- Sur le plan écologique, nous sommes alarmé-e-s par la dégradation de l'environnement.
- Sur le plan politique, nous constatons une montée des extrémismes, la confusion entre vie politique et vie privée.
- Sur le plan international, nous avons le sentiment d'une perte d'influence de la France dans le monde, d'une multiplication des zones de conflit... et d'un projet européen sans direction et sans but perceptibles.

De plus, nous entendons quotidiennement parler de « crise », économique, financière, politique, environnementale...

Pour autant, nous voulons rester convaincu-e-s qu'il n'y a là rien d'inéluctable, que le contexte actuel ne doit pas nous empêcher de penser collectivement un futur souhaitable, différent des solutions de court terme, bien au contraire.

Notre slogan : « *Penser le changement plutôt que changer le pansement !* », Francis Blanche

### **Et si nous rêvons à la société que nous voulons...**

Nous avons réfléchi ensemble à la société que nous voudrions dans l'avenir, en nous dégageant des contraintes du court terme. Voici les principales caractéristiques de nos visions d'avenir :

- une société qui préserve l'environnement ;
- une société où l'on ne juge plus les différences ni les apparences ;
- une société plus égalitaire (en termes de ressources, de justice sociale, de distribution, d'alimentation pour tous, de salaire minimum et maximum mondial) ;
- une société de progrès technique (robots, énergie, mobilité) ;
- une société plus créative, dans laquelle on s'autorise à sortir des carcans ;
- une société moins rapide et moins stressée.

**Pour cheminer vers cet objectif de long terme, des décisions doivent être prises dès à présent. Nous vous présentons ici nos propositions pour transformer l'éducation, l'économie et l'Europe. Pour réussir, elles impliquent des choix politiques forts, qui peuvent être actés dès le prochain mandat présidentiel, et une participation active des citoyens. Car nous construisons tous, par nos actes, le monde de demain.**

# ÉDUCATION : QUELLE ÉCOLE ET QUEL ENSEIGNEMENT VOULONS-NOUS ?

Le travail sur la question de l'école nous a amené-e-s à faire quatre constats négatifs majeurs.

Premièrement, le système actuel ne permet pas une orientation satisfaisante : en se faisant parfois trop tôt, l'orientation renforce les inégalités et la reproduction sociale ou, à l'inverse, en arrivant trop tard, elle laisse les élèves et étudiants sans réels buts durant de longues années. Deuxièmement, les méthodes d'évaluation des élèves sont stigmatisantes, entraînent très tôt un esprit de compétition et aggravent le phénomène du décrochage scolaire. Troisièmement, la formation des enseignants est un élément central de l'édifice éducatif, mais elle est défaillante. Enfin, depuis quarante ans, les réformes ponctuelles ou partielles se sont succédées et les acteurs du monde éducatif sont méfiants envers toute nouvelle tentative de changement.

À l'inverse, nous avons constaté que l'école gratuite et obligatoire est une réalité formidable, au potentiel immense. Nous avons aussi appréhendé l'idée de « socle commun de connaissances et de compétences » qui vise à permettre à chacun de maîtriser une série de compétences transversales (telles que la culture humaniste, les compétences civiques, les compétences orales et écrites...) comme un outil remarquable afin de construire l'éducation de demain.

Après avoir réfléchi et débattu, nous sommes arrivé-e-s à la conclusion que l'enseignement que nous voulons repose sur un double objectif d'égalité des chances et de possibilité de s'orienter individuellement. Afin d'atteindre cet objectif, nous formulons trois propositions globales que nous déclinons en dix-huit propositions plus particulières.

## **Conserver et renforcer l'idée du socle commun**

Le socle commun a été adopté par une loi datant de 2005. Il vise à définir le niveau d'acquisition de connaissances et de compétences que doit avoir acquis chacun à l'issue de la scolarité obligatoire. Il s'inspire des huit compétences clefs de l'éducation tout au long de la vie définies par la stratégie de Lisbonne (communication dans la langue maternelle, communication en langues étrangères, compétence mathématique et compétences de base en science et technologie, compétence numérique, apprendre à apprendre, compétences sociales et civiques, esprit d'initiative et entreprise, sensibilité et expression culturelles).

- ✓ Aller vers une école des savoirs qui transmette de façon équilibrée le savoir scolaire, les savoir-faire et le savoir-vivre.
- ✓ Adopter une approche transdisciplinaire des enseignements.

## **Réformer le fond et la forme du socle**

### ***... le contenu du socle***

✓ Intégrer le bloc « apprendre à apprendre » dans le socle français en plus des sept composantes actuelles. Le socle commun est une déclinaison des compétences clefs de l'éducation tout au long de la vie, dont il n'a cependant pas repris le bloc « apprendre à apprendre ». Or ce point est essentiel dans un contexte de changement et d'évolution des métiers.

### ***... la temporalité de l'acquisition du socle***

- ✓ Fixer la fin de l'instruction obligatoire au moment de la pleine acquisition du socle : ce n'est que lorsque l'élève a validé l'ensemble des compétences du socle qu'il peut être libéré de son obligation d'instruction quel que soit son âge.
- ✓ Introduire un droit à la césure permettant à chacun de prendre un moment, une année par exemple, pour réaliser un projet personnel qui lui tient à cœur, qu'il s'agisse d'une expérience de mobilité à l'international ou d'un engagement associatif. Ce droit devrait être assorti de financements pour que tous puissent y prétendre.

### ***... la question des méthodes***

- ✓ Ne pas se cantonner à une approche disciplinaire dans la transmission des savoirs, mais décompartmenter les matières, en favorisant une

approche transversale des sujets étudiés. Il serait par exemple possible d'imaginer un atelier sur les catapultes au Moyen Âge, qui permettrait de travailler et d'évaluer des notions de physique, de dessin, de français et d'histoire.

✓ Mettre en place un système d'entraide aux devoirs en classe intégré à la journée scolaire, sous la forme de binômes d'élèves tirés au sort, qui remplacerait les devoirs à la maison.

### ***... les modes d'évaluation***

✓ Remplacer les notes à l'école primaire par des commentaires. L'évaluation sous forme de notes est en effet stigmatisante, fondée sur une logique de compétition et contribue à un conditionnement par l'échec. La suppression des notes a donc pour objectif de contribuer à une vision plus coopérative de l'école, faisant place à la reconnaissance des capacités de chacun.

✓ Repenser les modalités d'évaluation de l'acquisition des compétences du socle au-delà du primaire (suppression des notes, mélange entre note et évaluation qualitative ?). En effet, l'expérimentation de la suppression des notes à l'école primaire doit encourager à renouveler la vision globale de l'évaluation à tous les stades de l'enseignement.

✓ Mettre en place une évaluation qualitative des cours par les élèves afin de donner les moyens aux enseignants de les améliorer.

### ***... entre parcours commun et individualisation des profils***

✓ Diviser le temps à l'école entre une partie consacrée à l'acquisition des éléments du socle et une partie plus individuelle, centrée sur la construction par l'élève de son parcours.

✓ Créer des temps permettant aux élèves de réfléchir à leur orientation.

✓ Permettre aux élèves de faire valoriser et évaluer des activités associatives et professionnelles comme partie du socle.

### ***... les conditions de mise en œuvre du socle***

✓ Repenser la formation des enseignants en intégrant une réelle formation pédagogique dans leur parcours (licence plus deux ans d'alternance).

✓ Faire de l'école un lieu démocratique et attrayant, un lieu de vie : le mercredi pourrait devenir un jour de l'école dans la cité, et celle-ci serait ouverte à l'ensemble des acteurs (familles, associations, élèves).

## Penser à la façon de poursuivre son éducation au-delà du socle

- ✓ Un droit à la réorientation : créer des passerelles plus fortes entre les filières et donner enfin la possibilité de se former tout au long de la vie.
- ✓ Créer des centres d'information sur les filières d'apprentissage afin de les valoriser.
- ✓ Donner plus de place aux travaux à l'oral et aux langues dans les filières d'apprentissage.

# ÉCONOMIE : DANS QUELLE ÉCONOMIE VOULONS-NOUS VIVRE ?

Nous sommes conscient-e-s d'être, d'une manière ou d'une autre, acteurs de l'économie. Néanmoins, l'économie nous semble un sujet complexe et nous avons souvent un sentiment d'incompétence qui nous donne l'impression de subir sans comprendre. Notre première réponse à la question « dans quelle économie voulons-nous vivre ? » est d'abord : une économie que nous comprenons, dans laquelle nous nous sentons compétent-e-s et parties prenantes.

Nous constatons que des questions importantes restent aujourd'hui sans réponse. De nombreux problèmes sont connus, chacun se dit, « *oui, il faudrait y répondre* », sans que de véritables actions politiques ne soient menées en ce sens. De plus, nous avons du mal à percevoir une réelle différence entre les principales formations politiques. Nous avons surtout le sentiment que ce sont d'abord les grandes entreprises et les banques qui influencent le plus l'économie, ce qui entretient un flou autour des décisions et des décideurs réels.

Selon nous, l'économie ne peut pas se résumer aux sciences économiques. L'économie, c'est aussi et surtout des choix politiques et collectifs auxquels tous les citoyens doivent être associés. Voici ceux que nous vous proposons

Notre vision souhaitée de l'économie se décline à travers quatre grands axes : nous voulons vivre dans une économie qui soit plus verte, plus juste, plus démocratique et transparente, ouverte sur le monde mais régulée.

### ***... pour une économie plus verte***

- ✓ Soutenir l'évolution des mentalités pour sortir de l'incitation permanente à la surconsommation et à la course au profit. Nous préconisons notamment que de grandes campagnes de sensibilisation, permettant d'interroger nos modes de consommation et d'en faire découvrir d'autres (par exemple l'économie d'usage, plus coopérative) soient menées.
- ✓ Faire de la conversion écologique de l'économie une priorité politique partagée avec la population. Des financements doivent notamment être alloués à la recherche, aux logements, aux transports, qui respectent les principes du développement durable. Le système de bonus/malus pour les entreprises, conditionné à leur impact sur l'environnement, doit être renforcé.
- ✓ Développer des pôles d'excellence dans les secteurs d'avenir pour retrouver de l'emploi en Europe et en France. L'accent doit également être mis sur la formation, initiale et continue, qui prépare à ces métiers de demain.

### ***... pour une économie plus juste***

- ✓ Favoriser l'entrée des jeunes dans la vie active à travers l'accès à l'emploi et à un logement. Pour faciliter leur insertion professionnelle, nous préconisons de renforcer la législation du travail, en particulier pour éviter les renouvellements abusifs de CDD et de stages. Pour favoriser l'accès à un logement, nous souhaitons que la construction de logements à des prix accessibles soit relancée, et que la hausse des loyers et la spéculation immobilière soient encadrées.
- ✓ Plafonner les dividendes distribués par les entreprises et promouvoir une répartition plus égale de la richesse entre capital et travail.
- ✓ Lutter contre les fraudes fiscales, et sociales, en renforçant les contrôles.
- ✓ Combattre l'évasion fiscale, et notamment les paradis fiscaux ; nous souhaitons que la France donne l'impulsion nécessaire pour que ce sujet soit véritablement traité à l'échelon international.
- ✓ Simplifier le système d'aides sociales et lutter contre les effets de seuils qui créent un sentiment d'injustice.

### ***... pour une économie plus démocratique et plus transparente***

- ✓ Donner plus de moyens pour comprendre l'économie et s'en sentir acteur, notamment via l'instauration de cours d'économie dès l'école primaire.
- ✓ Organiser la transparence des finances publiques, des établissements bancaires (notamment par une gouvernance des banques qui intègre les citoyens) et des grandes entreprises. Nous souhaitons notamment que le président de la République rende compte, lors d'un rendez-vous télévisé annuel, de l'usage des finances publiques.
- ✓ Rendre obligatoire la présence des salariés au sein des conseils d'administration des entreprises, pour leur permettre de participer aux décisions.
- ✓ Favoriser l'actionnariat salarié, en réservant une part des actions aux salariés.
- ✓ Renforcer l'économie sociale et solidaire, le développement des coopératives et de la vie associative.

### ***... pour une économie ouverte sur le monde mais régulée***

- ✓ Développer des pôles de compétitivité européens pour être plus forts dans la mondialisation.
- ✓ Instaurer une taxe sur les transactions financières à un niveau européen, pour réguler les dérives spéculatives des marchés et alimenter un budget européen.

### ***... pour atteindre ces objectifs***

- ✓ Disposer de nouveaux indicateurs de richesse qui prennent en compte le bien-être, l'impact écologique et la qualité de vie ; utiliser ces indicateurs pour guider les décisions politiques.

# EUROPE : QUELLE CITOYENNETÉ EUROPÉENNE VOULONS-NOUS ?

L'Europe évoque pour nous plusieurs acquis positifs (un espace de paix, les droits de l'homme, l'existence d'institutions communes, la liberté de circulation dans l'espace Schengen, l'ouverture aux différentes cultures européennes, le programme Erasmus, les jumelages entre les villes, le développement des pays grâce à certaines politiques de soutien, telles que la Politique agricole commune). Toutefois, la situation actuelle de l'Europe avec la crise de l'euro nous inquiète (l'Europe va-t-elle résister ? La France va-t-elle être tirée vers le bas ?). Dans les faits nous nous sentons encore peu européen-e-s, parce que nous connaissons mal et comprenons mal l'Union européenne (ses institutions, leur fonctionnement et leur rôle, l'impact de l'Europe sur notre quotidien). De ce fait, nous n'avons pas confiance en l'Union européenne qui nous semble peu transparente, peu accessible et peu démocratique, et éloignée des besoins et des préoccupations des citoyens.

C'est pourquoi nos propositions, pour une citoyenneté européenne renouvelée, visent à permettre à chacun de mieux connaître l'Europe pour se sentir davantage européen, à renforcer la citoyenneté européenne active et à rendre les institutions et le projet européen plus démocratiques.

## **Mieux connaître l'Europe pour se sentir davantage européen**

### ***... favoriser les échanges culturels entre citoyens européens***

- ✓ Intégrer dans le cursus scolaire dès 14 ans, c'est-à-dire dans le cursus obligatoire pour que tous les jeunes en bénéficient, 4 échanges d'une semaine, qui se dérouleraient à chaque fois dans un pays différent de l'Union européenne (UE).
- ✓ Faire des étudiants Erasmus des ambassadeurs de l'Europe dans leur pays d'origine et d'accueil, en systématisant le fait qu'ils organisent des temps de sensibilisation auprès de leurs pairs.

### ***... sensibiliser davantage et mieux à l'Europe***

- ✓ Produire un dessin animé ludique et éducatif sur l'Europe.
- ✓ Diffuser les modes de vie et valeurs européennes de paix et de respect des droits de l'homme dès l'école primaire.
- ✓ Introduire dans les chaînes TV nationales des quotas de programmes des pays de l'Union européenne (fictions, documentaires, etc.) en VO.
- ✓ Mieux former les journalistes aux questions européennes pendant leurs études.

### ***... créer des événements fédérateurs***

- ✓ Donner une autre dimension à la journée du 9 mai, en en faisant une vraie fête populaire et culturelle de l'Europe dans les 27 pays (à l'instar, par exemple, de ce qui se fait pour la Nuit blanche à Paris).
- ✓ Organiser un concours européen de la meilleure invention sur le thème des énergies renouvelables avec une participation active des citoyens.

## **Pour des institutions européennes et un projet européen plus démocratiques**

### ***... des institutions plus démocratiques***

- ✓ Élire les commissaires européens, sur des listes transnationales, au suffrage direct par les citoyens des 27 pays.
- ✓ Instaurer des quotas afin que les députés au Parlement européen reflètent davantage la diversité de la population.
- ✓ Favoriser le renouvellement des élus par une limitation du cumul des mandats au Parlement (3 mandats successifs au maximum).

### ***... pouvoir peser plus directement sur le projet européen***

- ✓ Organiser un référendum unique au niveau européen précisant la politique commune européenne écologique, sociale et économique, par les citoyens des 27 pays le même jour.

## **Pour renforcer la participation populaire à l'Europe**

- ✓ Constituer une assemblée citoyenne, composée d'acteurs de la société civile organisée et de citoyens tirés au sort, qui soit systématiquement consultée par la Commission européenne en amont de chaque décision politique majeure.
- ✓ Organiser dans chaque grande ville des agoras de citoyens pour débattre de l'Europe, dont les avis seraient transmis aux institutions européennes par les collectivités locales.
- ✓ Étendre le droit de vote à toutes les élections (locales, nationales et européennes) aux résidents communautaires et extracommunautaires, sous condition d'un certain nombre d'années de résidence sur le territoire.
- ✓ Créer un statut d'association européenne afin d'encourager l'engagement associatif et de renforcer le poids des associations.

# INTERVIEWS

*La Fabrique citoyenne se définit à la fois comme une expérience de démocratie participative et de prise de parole par les jeunes. Les interviews de Loïc Blondiaux et d'Anne Muxel permettent de la replacer dans cette double perspective et d'en éclairer les spécificités.*

## LOÏC BLONDIAUX



Loïc Blondiaux est professeur au département de science politique de l'université Paris-I Sorbonne. Ses travaux portent sur les transformations contemporaines de la démocratie. Il est l'auteur notamment de *La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages* (Seuil, 1998) et du *Nouvel Esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative* (Seuil, 2008).

### ► Quelle appréciation donneriez-vous de l'expérience de la Fabrique citoyenne ?

Il s'agit d'un dispositif qui se rapproche de ce que l'on appelle dans le vocabulaire des spécialistes les « mini-publics », qui consiste à réunir un groupe de citoyens pour délibérer autour d'une question et produire un avis. Leur légitimité diffère de celle des acteurs organisés et le type d'avis qu'ils produisent diffère radicalement de celui que produirait un sondage. Ces formes nouvelles de participation sont en général mises en place par les autorités publiques. L'originalité de la Fabrique citoyenne est que l'initiative vient de la société civile, ce qui constitue une nouveauté assez remarquable en France.

**« L'originalité de la Fabrique citoyenne est que l'initiative vient de la société civile, ce qui constitue une nouveauté assez remarquable en France. »**

► **Dans quelle mesure ces dispositifs peuvent-ils contribuer à l'amélioration des prises de décision ?**

Ces dispositifs produisent une opinion portée par des citoyens qui ont bénéficié d'un temps d'information et de délibération préalable, ce qui la distingue d'une opinion spontanée ou nourrie uniquement par les médias. On peut considérer de ce point de vue qu'elle possède une valeur et une force démocratique particulières. Il s'agit de faire entendre le point de vue informé de citoyens concernés mais non engagés *a priori* dans une question, ce qui peut être essentiel dès lors que le débat est capté par les experts et les groupes d'intérêt. En contrepartie, cet avis a été construit dans des conditions très particulières, qui éloignent de l'ordinaire du débat politique. La question qu'il faut se poser est celle de la reconnaissance par les autres acteurs de la spécificité et de la légitimité d'un tel point de vue, ce qui n'est jamais acquis, en particulier dans un pays comme la France. Je vois aussi dans le cas de la Fabrique citoyenne un dispositif d'interpellation du politique qui ne pourra pas faire comme si ce point de vue ne s'était pas exprimé et qui se trouve en quelque sorte contraint, du fait de l'influence du collectif qui le porte, de se positionner par rapport à lui.

**« les propositions issues de la Fabrique citoyenne proposent un dosage entre des déclarations de principe, consensuelles, et des propositions affirmées »**

► **Quel est votre sentiment général à l'égard des propositions qui ont été formulées ?**

Le reproche fait en général à ce type d'avis est celui d'une relative prudence des choix exprimés ou des solutions préconisées. C'est le danger de l'eau tiède. Le risque est que la recherche du consensus et que l'absence de positionnement politique préalable des participants conduisent à des résultats qui ne soient pas marqués. En l'occurrence, les propositions issues de la Fabrique citoyenne proposent un dosage entre des déclarations de principe, consensuelles, et des propositions affirmées, très précises pour certaines d'entre elles. Par exemple, la suppression des notes à l'école primaire, le développement de l'actionnariat salarié ou le plafonnement des dividendes sont des positions qui me semblent aller au delà de l'opinion médiane et révéler un véritable engagement des participants.

# ANNE MUXEL



Spécialiste du rapport des jeunes à la politique, Anne Muxel est directrice de recherches CNRS en science politique au CEVIPOF. Elle est l'auteure notamment de *Les Jeunes et la politique* (Hachette, 1996) et d'*Avoir vingt ans en politique : les enfants du désenchantement* (Seuil, 2010).

## ► Quelle appréciation donneriez-vous de l'expérience de la Fabrique citoyenne ?

La démarche de la Fabrique citoyenne correspond pleinement aux attentes des jeunes dans leur volonté de trouver des formes d'articulation entre les exigences de la démocratie représentative et la recherche de nouvelles formes de participation. Les propositions mêlent ces deux registres de la participation démocratique des citoyens de demain. Les jeunes montrent bien qu'ils ont le souci de l'élection comme base de la représentation démocratique, mais ils cherchent en même temps d'autres instances, d'autres formes de concertation, faisant appel aux rouages de la démocratie participative. Ils tablent notamment sur la participation de la société civile ou sur les assemblées de représentants de citoyens.

**« Les différentes jeunessees doivent pouvoir être entendues. »**

## ► De manière générale, comment pourrait-on mieux tenir compte des attentes de la jeunesse en termes de participation citoyenne ?

Toutes les instances de concertation qui peuvent permettre d'enregistrer les préoccupations de la jeunesse sont les bienvenues. Mais il importe de veiller à ce que celles-ci ne fassent pas se rassembler uniquement des jeunes en étude, pour tenir compte également des jeunes en emploi ou des jeunes déscolarisés, généralement plus silencieux. Les différentes jeunessees doivent pouvoir être entendues.

Il reste utile également de sensibiliser les jeunes au vote afin qu'ils ne désinvestissent pas cet outil majeur de décision, quel que soit le scrutin. Si l'on prend les élections européennes par exemple, les jeunes ont peu participé (3 sur 10). Il y a là un hiatus à combler entre une Europe culturelle, vécue et acceptée, et une Europe citoyenne et politique, encore peu investie.

► **Quelle est votre réaction par rapport aux propositions formulées ? Sont-elles révélatrices d'un certain état d'esprit de la jeunesse, en termes de valeurs notamment ?**

La richesse des propositions confirme le fait que le champ politique n'est pas désinvesti par les jeunes. J'ai été frappée par le fait que ces enfants d'une crise récurrente n'affichent pas de pessimisme dans leur analyse et n'ont pas choisi les voies du renoncement. Il y a derrière leur façon de décrypter les questions économiques, européennes et éducatives une vitalité, une inventivité et une certaine croyance dans le politique et l'action publique qui méritent d'être pointées.

À travers les propositions, se retrouve le souci qu'ont les jeunes générations d'un alliage entre les valeurs universalistes de souci de l'égalité, de justice sociale, avec des préoccupations plus pragmatiques et réalistes quant à la nécessité de s'adapter à la nouvelle échelle de l'économie globalisée. Ils n'opèrent pas de remise en cause de la société mais affichent un grand souci de régulation et de justice par l'approfondissement des voies démocratiques.

***« Il y a derrière leur façon de décrypter les questions économiques, européennes et éducatives une vitalité, une inventivité et une certaine croyance dans le politique et l'action publique qui méritent d'être pointées. »***

# UNE INITIATIVE DU RÉSEAU ANIMAFAC

Animafac est un réseau national de 12 000 associations étudiantes agissant pour la solidarité internationale ou de proximité, l'environnement ou la lutte contre les discriminations, engagées dans l'action culturelle, le sport ou la prévention des risques...

Le réseau propose de nombreux outils et cadres d'échanges pour informer les associatifs étudiants et les accompagner dans leurs projets. Il coordonne en outre de multiples campagnes de sensibilisation. Animafac observe ainsi comment, avec un peu de soutien, les jeunes réussissent à produire des initiatives originales et de qualité qui transforment le quotidien.

Animafac est un réseau de jeunes dirigé par des jeunes. Régulièrement présent lors des grands rendez-vous démocratiques, Animafac organisera le 17 mars 2012 à la Grande Halle de la Villette le Forum national des initiatives jeunes, auquel participeront des milliers de jeunes engagés.



MAIRIE DE PARIS 

Dailymotion  
[www.dailymotion.com](http://www.dailymotion.com)



Les jeunes dans la présidentielle